

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxembourg

---

## RECUEIL DE LEGISLATION

---

A - N° 52

31 juillet 1980

---

### SOMMAIRE

- Règlement grand-ducal du 26 juillet 1980 modifiant et complétant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques .....page **1082**
- Grossherzogliches Reglement vom 26. Juli 1980, welches den grossherzoglichen Beschluss vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen abändert und ergänzt..... **1091**
-

## Règlement grand-ducal du 26 juillet 1980 modifiant et complétant l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques.

Nous JEAN, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, modifiée et complétée par celles des 2 mars 1963, 17 avril 1970, 1<sup>er</sup> août 1971, 7 avril 1976, 7 juillet 1977 et 31 mars 1978;

Vu l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, modifié par les arrêtés grand-ducaux des 23 décembre 1955, 29 juin 1956, 31 décembre 1956, 25 juin 1957, 27 décembre 1957, 5 mars 1958, 25 septembre 1959, 30 avril 1960, 28 juillet 1960 et 24 novembre 1960, ainsi que par les règlements grand-ducaux des 24 avril 1962, 7 mai 1963, 23 juillet 1963, 11 avril 1964, 26 mars 1965, 25 juin 1965, 7 septembre 1965, 22 décembre 1965, 13 mai 1966, 23 août 1966, 12 octobre 1966, 23 décembre 1966, 18 septembre 1967, 14 mars 1968, 30 avril 1968, 25 mai 1968, 22 juin 1968, 28 août 1968, 14 mars 1970, 17 juillet 1970, 16 octobre 1970, 23 novembre 1970, 8 janvier 1971, 19 juillet 1971, 27 juillet 1971, 1<sup>er</sup> août 1971, 23 décembre 1971, 8 février 1972, 23 octobre 1972, 27 novembre 1972, 8 décembre 1972, 27 janvier 1973, 12 juillet 1973, 20 juillet 1973, 5 décembre 1973, 10 mai 1974, 22 mai 1974, 4 décembre 1974, 20 mars 1975, 10 avril 1975, 20 mai 1975, 6 novembre 1975, 15 mai 1976, 17 mai 1977, 25 novembre 1977, 31 octobre 1978, 30 avril 1979 et du 30 novembre 1979;

Vu l'article 27 de la loi du 8 février 1961 portant organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence;

Sur le rapport de Notre Ministre des Transports, de Notre Ministre de la justice, de Notre Ministre de la Force Publique et de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrêtons:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Le chiffre 8<sup>o</sup> de l'article 2 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques est remplacé par le texte suivant :

«8<sup>o</sup> machine: véhicule destiné principalement à exécuter des travaux, équipé à demeure d'un appareillage pour exécuter ces travaux ou d'un support pouvant recevoir différents appareillages interchangeables et conçu de façon à ne pouvoir transporter ni des personnes, ni des choses, hormis le conducteur, le personnel desservant l'appareillage et les outils complémentaires.»

**Art. 2.** L'article 2 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par un chiffre 39<sup>o</sup>, libellé comme suit:

«39<sup>o</sup> zone résidentielle: ensemble de voies et places ouvertes à la circulation publique auquel des règles de circulation particulières sont applicables et dont les entrées et sorties sont spécialement signalées comme telles.»

**Art. 3.** L'article 16 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 16.** Les attaches des remorques doivent présenter toutes les garanties de sécurité. Les attaches de fortune ne peuvent être utilisées qu'en cas de force majeure.»

**Art. 4.** Le premier alinéa de l'article 23 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«**Art. 23.** Les véhicules automoteurs, à l'exception des machines, et leurs remorques doivent être munis de pneumatiques présentant sur toute leur surface de roulement des rainures d'une profondeur de

plus de 1,6 mm. En outre, ces pneumatiques ne doivent comporter sur leurs flancs aucune déchirure profonde.

«Toutefois, jusqu'au 30 juin 1981 sont considérées comme suffisantes des rainures d'une profondeur d'un millimètre au moins.»

**Art. 5.** L'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par un nouvel article 23 bis libellé comme suit:

«**Art. 23bis.** Il est interdit d'équiper une voiture automobile à personnes, un véhicule utilitaire ou une de leurs remorques de pneumatiques de structures différentes sur un même essieu.

De même il est interdit:

- de monter sur l'essieu arrière de ces véhicules des pneumatiques à structure diagonale ou diagonale-ceinturée si des pneumatiques à structure radiale sont montés sur l'essieu avant;
- de monter sur l'essieu arrière de ces véhicules des pneumatiques à structure diagonale si des pneumatiques à structure diagonale-ceinturée sont montés sur l'essieu avant.

Il est également interdit d'équiper les véhicules autres que les voitures automobiles, les véhicules utilitaires et leurs remorques de pneumatiques de structures différentes sur un essieu à roues non jumelées ou sur un même côté d'un essieu à roues jumelées.

En cas de crevaison ou de dégonflage d'un pneumatique, il pourra être dérogé aux prescriptions qui précèdent pendant le temps nécessaire pour la réparation.»

**Art. 6.** La lettre c) du deuxième alinéa de l'article 28bis modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«c) d'un frein de stationnement permettant, même en l'absence du conducteur, de maintenir le véhicule immobilisé sur une déclivité de 16%. Les éléments actifs doivent rester maintenus en position de serrage au moyen d'un dispositif à action purement mécanique, à moins qu'il ne s'agisse d'un véhicule destiné exclusivement à des fins de compétition sportive sur circuit fermé et dont le constructeur atteste la sécurité technique.»

**Art. 7.** L'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par un nouvel article 41 quinquies, libellé comme suit:

«**Art. 41 quinquies.** Les prescriptions suivantes sont applicables aux motocycles qui sont immatriculés pour la première fois après le 1<sup>er</sup> janvier 1981 et aux cycles à moteur auxiliaire pour lesquels une carte d'identité est délivrée après le 1<sup>er</sup> janvier 1981:

Tout motocycle et tout cycle à moteur auxiliaire doit être muni soit de deux appareils indicateurs de direction lumineux à l'avant et de deux à l'arrière, soit de deux appareils indicateurs de direction lumineux latéraux.

La fréquence de clignotement de ces appareils doit être de 60 à 120 par minute.

Les Indicateurs de direction précités doivent être de couleur orange et placés symétriquement par rapport au plan longitudinal médian du motocycle ou cycle à moteur auxiliaire. La distance entre les Indicateurs gauches et droits, mesurée entre les bords les plus proches des plages éclairantes, doit être à l'avant d'au moins 34 cm, à l'arrière d'au moins 24 cm et sur les deux côtés d'au moins 56 cm. La distance entre le sol et le bord inférieur de la plage éclairante d'un Indicateur de direction doit être de 40 cm au moins. Les indicateurs de direction doivent pouvoir être vus de l'avant et de l'arrière par un observateur placé dans le plan médian longitudinal du motocycle ou du cycle à moteur auxiliaire à une distance de dix mètres du véhicule.

Les véhicules à trois ou à quatre roues assimilés à la catégorie des motocycles ou des cycles à moteur auxiliaire doivent être équipés d'indicateurs de direction conformément aux prescriptions de l'article 41 bis.

Tout motorcycle doit être muni à l'arrière d'un feu stop de couleur rouge ou orange. Ce feu doit s'allumer lorsque le frein sur la roue arrière est actionné. Le side-car peut être muni d'un feu-stop.

Les véhicules à trois ou à quatre roues assimilés à la catégorie des motocycles ou des cycles à moteur auxiliaire et dont la largeur ne dépasse pas 0,75 m doivent être équipés de deux feux-stop. Ces feux doivent satisfaire aux prescriptions de l'article 41 bis.»

**Art. 8.** L'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par un nouvel article 43 bis, libellé comme suit:

«**Art. 43 bis.** A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1982 tout cycle à moteur auxiliaire et tout cycle se trouvant sur la voie publique doit être muni à l'avant d'un feu blanc ou jaune, à l'arrière d'un feu rouge visible de l'arrière et d'un catadioptre rouge de forme non triangulaire, indépendant ou incorporé au feu rouge arrière et satisfaisant à la condition de visibilité fixée à l'article 42, 2c.

Si le feu avant donne lieu à éblouissement, il doit être muni d'un dispositif permettant la suppression de l'éblouissement.

Les cycles à moteur auxiliaire peuvent être munis en outre à l'arrière d'un feu-brouillard rouge dont le bord supérieur de la plage éclairante ne doit pas se trouver à plus de 800 mm du sol. L'usage du feu-brouillard rouge doit être indiqué au conducteur par un feu de contrôle spécial installé à l'avant du véhicule. Les pédales de tout cycle à moteur auxiliaire et de tout cycle doivent être munies de catadioptres rouges de forme non triangulaire et satisfaisant à la condition de visibilité fixée à l'article 42, 2c.

De plus, tout cycle doit être pourvu au garde-boue arrière d'une bande réfléchissante de couleur jaune ayant une hauteur de 10 cm et une largeur de 3 cm.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux cycles qui, par construction, sont destinés à des fins de compétition sportive et qui sont utilisés pour des courses cyclistes ou pour l'entraînement y relatif. »

**Art. 9.** Le deuxième alinéa de l'article 45 ter modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«Tous les feux de même nom doivent être de même couleur et d'égal éclairement. Les feux et paires de feux de même nom doivent être fixés à la même hauteur au-dessus du sol et placés symétriquement dans un plan perpendiculaire à l'axe longitudinal du véhicule.»

**Art. 10.** Le quatrième alinéa du chiffre 3 de l'article 54 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«L'orifice de remplissage du réservoir à carburant ne doit pas se trouver à moins de 50 cm d'une ouverture de porte, lorsque le réservoir est destiné à contenir de l'essence, et à moins de 25 cm, lorsque le réservoir est destiné à contenir du carburant diesel. En aucun cas, l'orifice de remplissage ne doit se trouver dans la partie du véhicule réservée aux voyageurs ou au conducteur.»

**Art. 11.** Le chiffre 3° du premier alinéa de l'article 55 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«3° la nuit, d'un feu vert bien visible mais non éblouissant, fixé en haut au milieu du pare-brise du véhicule.

S'ils s'agit d'un taxi, ce feu peut être remplacé par un panneau lumineux non éblouissant, portant en couleur verte ou jaune l'inscription «TAXI». Ce panneau doit être conforme à un modèle agréé par le Ministre des Transports; il doit être installé sur le toit du véhicule, et son bord inférieur doit se trouver à moins de 150 mm du toit du véhicule.»

**Art. 12.** Les lettres b) et c) du chiffre 4 du premier alinéa de l'article 70 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité sont remplacées par le texte suivant:

«b) pour les remorques et semi-remorques bénéficiant de l'exemption de la taxe sur les véhicules automoteurs en vertu des dispositions légales et réglementaires concernant l'utilisation alternative de plusieurs remorques ou semi-remorques, un certificat fiscal délivré par le bureau de recette de l'Administration des Contributions tient lieu de vignette fiscale lorsqu'il est présenté conjointement avec la vignette relative à une remorque ou semi-remorque pour laquelle la taxe a été payée; dans ce cas, le numéro d'immatriculation de la remorque ou semi-remorque doit être inscrit sur le certificat fiscal;

c) s'il s'agit d'un véhicule bénéficiant du régime fiscal prévu par les dispositions légales et réglementaires fixant la taxe pour certaines catégories de véhicules automoteurs à usage nécessairement limité, le volet de la feuille du carnet de contrôle, dûment rempli pour la journée d'utilisation du véhicule doit être apposé visiblement à côté de la vignette fiscale au pare-brise du véhicule automoteur.»

**Art. 13.** Le quatrième alinéa du paragraphe A de l'article 73 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«Le nettoyage de la peau doit se faire à l'eau distillée ou à l'aide d'un désinfectant qui n'a pas d'incidence sur le taux d'alcool dans le sang.»

**Art. 14.** L'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par un article 94 ter libellé comme suit:

«**Art. 94 ter.** La carte d'immatriculation des véhicules automoteurs, des remorques, des semi-remorques, des véhicules forains et des roulottes qui sont immatriculés pour la première fois au Grand-Duché de Luxembourg après le 31 juillet 1980 ou qui changent de propriétaire après cette date, reproduit les indications suivantes:

Grand-Duché de Luxembourg  
Ministère des Transports  
CARTE D'IMMATRICULATION



- (1) Numéro d'immatriculation..... (A)  
 (2) Date de première mise en circulation: ..... (B)  
 Propriétaire ou détenteur:  
 (3) Nom:..... (C)  
 (4) Prénoms: ..... (D)  
 (5) Profession: .....  
 (6) Rue et N°: .....  
 (7) Domicile: ..... (E)  
 (8) Luxembourg, le .....

Signature du Ministre des Transports  
ou de son délégué



- (9) Genre de véhicule: . . . . .
- (10) Forme carrosserie: . . . . .
- (11) Constructeur (marque): . . . . . (F)
- (12) Type/modèle: . . . . .
- (13) Numéro de châssis: . . . . .
- (14) Carburant: . . . . . ; Certificat du réservoir à gaz  
valable jusqu'au: . . . . .
- (15) Puissance en kW (DIN) . . . . . Cylindrée (cm³): . . . . .
- (16) Couleur: . . . . .
- (17) Nombre de places assises, avant arrière places debout  
y compris la place du conducteur: . . . . .
- (18) Autres places: . . . . .
- (19) Dimensions (mm) longueur largeur hauteur  
hors tout: . . . . .
- (20) Poids propre (kg): . . . . . Poids total maximum autorisé (kg). . . . .
- (21) Poids total maximum avant milieu arrière  
autorisé par essieu (kg); . . . . .
- (22) Limitation du poids total avec véhicule tracteur N° d'imm.  
maximum autorisé (kg) : . . . . .
- (23) Poids total maximum autorisé Nombre  
de l'ensemble des véhicules couplés (kg) . . . . . d'essieux . . . . .
- (24) Dimensions des pneumatiques: avant: . . . . .  
milieu et arrière: . . . . .
- (25) Remarques: . . . . .

La carte d'Immatriculation qui couvre les véhicules visés à l'article 62,h Indique en outre la résidence normale en dehors des pays Benelux du propriétaire ou détenteur du véhicule.»

**Art. 15.** Lesixième alinéa du chiffre 2 du chapitre II de l'article 107 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est supprimé.

La référence au signal B,2aa (arrêt à l'intersection) des quatrième et cinquième alinéas de l'article 111 modifié ainsi que des paragraphes A, alinéa 2,3° et B de l'article 136 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est supprimée.

**Art. 16.** Le chiffre «22. Déviation» du chapitre V de l'article 107 modifié de l'arrêté grand-ducal de 23 novembre 1955 précité est modifié en «22a. Déviation».

**Art. 17.** Le chapitre V de l'article 107 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par un chiffre 22b comportant respectivement les signaux E 23a et E 23b et les textes suivants:

« 22b. zone résidentielle



E, 23a

Le signal E 23a indique l'endroit à partir duquel s'appliquent les règles de circulation particulières de zone résidentielle.



E, 23b

Le signal E, 23b indique l'endroit à partir duquel les règles de circulation particulières de zones résidentielles cessent d'être applicables.»

**Art. 18.** Le chapitre V de l'article 107 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par un chiffre 22c comportant le signal E,24 et le texte suivant:

« 22c. Passage souterrain ou passage supérieur pour piétons



E, 24

Le signal E,24 indique la proximité d'un passage souterrain ou d'un passage supérieur pour piétons. Le symbole peut être adapté à la configuration des lieux.»

**Art. 19.** Le chapitre VII de l'article 107 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par une lettre f) comportant le texte et le panneau additionnel suivants:

«f) Le panneau additionnel du modèle 5 indique que le signal qu'il complète est uniquement applicable aux véhicules automoteurs dont le poids total maximum autorisé est inférieur ou égal au poids indiqué. Les symboles et le poids peuvent être adaptés aux circonstances.



modèle 5»

**Art. 20.** L'article 116 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par un huitième alinéa, libellé comme suit:

«Dans les cas prévus au présent article, le véhicule peut aussi faire l'objet d'une immobilisation temporaire à appliquer au véhicule par l'agent au moyen d'un système mécanique.»

**Art. 21.** Le deuxième alinéa du paragraphe B de l'article 136 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

«Sous réserve des prescriptions du paragraphe D ci-dessous et de la priorité établie en vertu de la signalisation prévue sous d) des dispositions générales concernant les signaux A,22, B,1, B,2a et B,3 de l'article 107, la règle établie à l'alinéa précédent ne comporte aucune autre exception.»

**Art. 22.** L'article 149 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:



**«Art. 149.** Dès la tombée de la nuit jusqu'au lever du jour ainsi que de jour lorsque les circonstances notamment d'ordre atmosphérique l'exigent les cycles à moteur auxiliaire et les cycles en mouvement doivent être éclairés à l'avant d'un seul feu blanc ou jaune, à l'arrière d'un feu rouge visible de l'arrière et d'un catadioptré rouge répondant aux conditions prévues à l'article 43 bis.

Si le feu avant donne lieu à un éblouissement, il doit être fait usage d'un dispositif permettant la suppression de l'éblouissement dans les circonstances où l'article 144 prescrit l'usage des feux croisement pour les véhicules automoteurs.

Le feu-brouillard rouge arrière prévu à l'article 43 bis ne doit être utilisé qu'en cas de brouillard épais, réduisant la visibilité à moins de 50 m et simultanément avec les feux arrières.»

**Art. 23.** L'article 157 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

**«Art. 157.** Il est défendu aux conducteurs d'autobus de laisser ou de faire monter ou descendre des voyageurs à des endroits autres que les arrêts indiqués comme tels.»

**Art. 24.** Le premier alinéa de l'article 158 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

**«Art. 158.** Les véhicules sur rails, à l'exception de ceux de la Société nationale des C.F.L. circulant sur la voie publique ou la traversant à niveau, doivent être munis du dispositif visé à l'article 28 ci-dessus. Leurs conducteurs doivent observer les prescriptions des articles 112, 136, 137, 139 et 140 ci-dessus.»

**Art. 25.** L'article 159 de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est remplacé par le texte suivant:

**«Art. 159.** Sans préjudice des dispositions concernant l'exploitation des chemins de fer, il est défendu aux usagers de se faire traîner ou remorquer par un véhicule sur rails.

Il est défendu de monter dans un autobus ou d'en descendre avant l'arrêt complet du véhicule et à des endroits autres que les arrêts indiqués comme tels.»

**Art. 26.** Le premier alinéa de l'article 162 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par un chiffre 11° libellé comme suit:

«11° Aux endroits où sont aménagés des passages souterrains ou des passages supérieurs pour piétons, ils ne doivent pas traverser la chaussée à niveau, à moins qu'ils ne se trouvent à une distance supérieure à 50 m d'un tel passage.»

**Art. 27.** Le deuxième alinéa de l'article 162 bis de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité, est complété par une lettre f) libellée comme suit:

«f) dans les zones résidentielles.»

**Art. 28.** L'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 précité est complété par un nouvel article 162 ter, libellé comme suit:

**«Art. 162 ter.** En zone résidentielle les règles suivantes sont d'application:

- les piétons peuvent utiliser toute la largeur de la voie publique;
- les piétons ne doivent pas entraver sans nécessité la circulation des autres usagers;
- les conducteurs ne doivent ni mettre en danger les piétons, ni les gêner et ils doivent s'arrêter en cas de besoin;
- même sans signalisation spéciale, la vitesse des véhicules est limitée à 20 km/h;
- le stationnement des véhicules est interdit, sauf aux endroits spécialement signalés par des marques sur la chaussée.»

**Art. 29.** Notre Ministre des Transports, Notre Ministre de la Justice, Notre Ministre de la Force Publique et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Cabasson, le 26 juillet 1980.  
**Jean**

*Le Ministre des Transports,*  
**Josy Barthel**

*Le Ministre de la Justice,*  
**Gaston Thorn**

*Le Ministre de la Force  
Publique,*  
**Emile Krieps**

*Le Ministre des Finances,*  
**Jacques Santer**

---

**Grossherzogliches Reglement vom 26 Juli 1980, welches den grossherzoglichen Beschluss vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen abändert und ergänzt.**

Wir JEAN, von Gottes Gnaden, Grossherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau;

Gesehen das Gesetz vom 14. Februar 1955 über die Reglementierung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen, abgeändert und ergänzt durch diejenigen vom 2. März 1963, 17. April 1970, 1. August 1971, 7. April 1976, 7. Juli 1977 und 31. März 1978;

Gesehen den grossherzoglichen Beschluss vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen, abgeändert durch die grossherzoglichen Beschlüsse vom 23. Dezember 1955, 29. Juni 1956, 31. Dezember 1956, 25. Juni 1957, 27. Dezember 1957, 5. März 1958, 25. September 1959, 30. April 1960, 28. Juli 1960 und 24. November 1960 sowie durch die grossherzoglichen Reglemente vom 24. April 1962, 7. Mai 1963, 23. Juli 1963, 11. April 1964, 26. März 1965, 25. Juni 1965, 7. September 1965, 22. Dezember 1965, 13. Mai 1966, 23. August 1966, 12. Oktober 1966, 23. Dezember 1966, 18. September 1967, 14. März 1968, 30. April 1968, 25. Mai 1968, 22. Juni 1968, 28. August 1968, 14. März 1970, 17. Juli 1970, 16. Oktober 1970, 23. November 1970, 8. Januar 1971, 19. Juli 1971, 27. Juli 1971, 1. August 1971, 23. Dezember 1971, 8. Februar 1972, 23. Oktober 1972, 27. November 1972, 8. Dezember 1972, 27. Januar 1973, 12. Juli 1973, 20. Juli 1973, 5. Dezember 1973, 10. Mai 1974, 22. Mai 1974, 4. Dezember 1974, 20. März 1975, 10. April 1975, 20. Mai 1975, 6. November 1975, 15. Mai 1976, 17. Mai 1977, 25. November 1977, 31. Oktober 1978, 30. April 1979 und 30. November 1979;

Nach Einsicht des Artikels 27 des Gesetzes vom 8. Februar 1961 über die Organisation des Staatsrates und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Auf den Bericht Unseres Verkehrsministers, Unseres Justizministers, Unseres Ministers der Öffentlichen Macht und der Gesundheit und Unseres Finanzministers und nach Beratung des Regierungsrates;

beschliessen:

**Art. 1.** Die Ziffer 8 des abgeänderten Artikels 2 des grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 über die Regelung des Verkehrs auf allen öffentlichen Strassen wird durch folgenden Text ersetzt:

«8° Arbeitsmaschine: Fahrzeug, das hauptsächlich zur Ausführung von Arbeiten bestimmt ist, das beständig mit einer Einrichtung zur Arbeitsleistung oder mit einem Träger, der verschiedene auswechselbare Einrichtungen aufnehmen kann, ausgerüstet ist und so beschaffen ist, dass ausser dem Fahrer, dem Personal, das die Einrichtung betätigt, und dem zusätzlichen Handwerkszeuge weder Personen noch Güter damit befördert werden können.»

**Art. 2.** Der abgeänderte Artikel 2 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch eine Ziffer 39° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«39° Wohnzone: Komplex von Strassen und Plätzen die für den öffentlichen Verkehr freigegeben sind, auf welchen bestimmte Verkehrsregeln anwendbar sind und dessen Ein- und Ausfahrten speziell als solche gekennzeichnet sind.»

**Art. 3.** Der Artikel 16 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Art. 16.** Die Kupplungen der Anhänger müssen jede Sicherheitsgewähr bieten. Behelfskupplungen dürfen nur in einer Zwangslage benutzt werden.»

**Art. 4.** Der erste Absatz des abgeänderten Artikels 23, des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955, wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Art. 23.** Die Kraftfahrzeuge, mit Ausnahme der Arbeitsmaschinen, und ihre Anhänger müssen mit Luftreifen versehen sein, welche auf der gesamten Lauffläche Rillen von mehr als 1,6 mm Tiefe aufweisen. Ausserdem dürfen diese Luftreifen an ihren Seitenwänden keine tiefen Risse haben.

Bis zum 30. Juni 1981 werden jedoch Rillen von wenigstens 1 mm Tiefe als genügend angesehen.»

**Art. 5.** Der vorerwähnte grossherzogliche Beschluss vom 23. November 1955 wird durch einen Artikel 23 bis mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«**Art. 23 bis.** Es ist verboten einen Personenkraftwagen, ein Nutzfahrzeug oder einen ihrer Anhänger auf derselben Achse mit Luftreifen verschiedener Bauarten auszustatten.

Ausserdem ist es verboten:

- auf der Hinterachse dieser Fahrzeuge Diagonal – oder Diagonal-gürtelreifen aufzulegen, wenn Radialreifen auf der Vorderachse aufgelegt sind;
- auf der Hinterachse dieser Fahrzeuge Diagonalreifen aufzulegen, wenn Diagonalgürtelreifen auf der Vorderachse aufgelegt sind.

Es ist auch verboten, andere Fahrzeuge als Personenkraftwagen, Nutzfahrzeuge und ihre Anhänger mit Luftreifen verschiedener Bauarten auf einer Achse ohne Zwillingrädern oder auf derselben Seite einer Achse mit Zwillingrädern auszustatten.

Bei einer Reifenpanne oder beim Luftverlust eines Reifens, darf man während der für die Reparatur benötigten Zeit von den vorhergehenden Vorschriften abweichen.»

**Art. 6.** Der Buchstabe c) des zweiten Absatzes des abgeänderten Artikels 28 bis des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«c) einer Feststellbremse, die es erlaubt das Fahrzeug selbst in Abwesenheit des Fahrers, bei einem Gefälle von 16 %, am Abrollen zu hindern. Die aktiven Teile müssen anhand einer rein mechanischen Vorrichtung in angezogener Stellung gehalten werden, ausser wenn es sich um ein Fahrzeug handelt, das ausschliesslich für sportliche Wettrennen auf einer geschlossenen Rundstrecke bestimmt ist und dessen Erbauer die technische Sicherheit bescheinigt.»

**Art. 7.** Der vorerwähnte grossherzogliche Beschluss vom 23. November 1955 wird durch einen Artikel 41 quinquies mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«**Art. 41 quinquies.** Die folgenden Vorschriften sind anwendbar auf Motorräder, die nach dem 1. Januar 1981 zum ersten Mal zugelassen werden und auf Fahrräder mit Hilfsmotor, die nach dem 1. Januar 1981 registriert werden. Jedes Motorrad und jedes Fahrrad mit Hilfsmotor muss entweder vorne und hinten mit zwei leuchtenden Fahrtrichtungsanzeigern oder mit zwei seitlichen leuchtenden Fahrtrichtungsanzeigern ausgestattet sein.

Die Blinkfolgefrequenz dieser Anzeiger muss zwischen 60 und 120 pro Minute liegen.

Die vorerwähnten Fahrtrichtungsanzeiger müssen orangefarbig sein und so angebracht sein, dass sie sich symmetrisch zu der Längsachse des Motorrades oder des Fahrrades mit Hilfsmotor befinden. Der Abstand zwischen den linken und rechten Fahrtrichtungsanzeigern, gemessen zwischen der sich am nächsten liegenden Rändern der Lichtaustrittsflächen, muss vorne wenigstens 34 cm, hinten wenigstens 24 cm und auf beiden Seiten wenigstens 56 cm betragen. Der Abstand zwischen dem Boden und dem unteren Rand der Lichtaustrittsfläche eines Fahrtrichtungsanzeigers muss wenigstens 40 cm betragen. Die Fahrtrichtungsanzeiger müssen sowohl von vorne als auch von hinten von einem Beobachter zu sehen sein, der sich in einer Entfernung von 10 Metern in der Längsachse des Motorrades oder des Fahrrades mit Hilfsmotor befindet.

Die drei – oder vierrädrigen Kraftfahrzeuge, welche der Klasse der Motorräder oder der Fahrräder mit Hilfsmotor gleichgestellt sind, müssen mit Fahrtrichtungsanzeigern ausgerüstet sein, welche den Vorschriften des Artikels 41 bis entsprechen.

Jedes Motorrad muss hinten mit einem roten oder orangefarbenen Bremslicht ausgerüstet sein. Dieses Licht muss bei Betätigung der Hinterradbremse funktionieren. Der Beiwagen kann ebenfalls mit einem Bremslicht ausgerüstet sein.

Die drei – oder vierrädrigen Kraftfahrzeuge, welche der Klasse der Motorräder oder der Fahrräder mit Hilfsmotor gleichgestellt sind und deren Breite 0,75 m übersteigt, müssen mit zwei Bremslichtern ausgerüstet sein. Diese Lichter müssen den Vorschriften des Artikels 41 bis entsprechen.»

**Art. 8.** Der vorerwähnte grossherzogliche Beschluss vom 23. November 1955 wird durch einen Artikel 43 bis mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«**Art. 43 bis.** Ab 1. Januar 1982 muss jedes auf öffentlicher Strasse verkehrende Fahrrad mit Hilfsmotor oder Fahrrad, vorne mit einem weissen oder gelben Licht, hinten mit einer von hinten sichtbaren roten Schlussleuchte und mit einem nicht dreieckigen unabhängigen oder in die rote Schlussleuchte eingebauten Rückstrahler, versehen sein, welcher der Sichtbarkeitsbedingung des Artikels 42,2c entspricht.

Wenn das Vorderlicht Anlass zur Blendung gibt, muss es mit einer Vorrichtung versehen sein, die die Beseitigung der Blendung erlaubt.

Die Fahrräder mit Hilfsmotor dürfen desweiteren mit einer roten Nebelschlussleuchte versehen sein, deren oberste Lichtaustrittsfläche nicht mehr als 800 mm vom Boden entfernt sein darf. Der Gebrauch der roten Nebelschlussleuchte muss dem Fahrer durch eine vorne angebrachten Spezialkontrollampe angezeigt werden. Die Fussrasten eines jeden Fahrrades mit Hilfsmotor und eines jeden Fahrrades müssen mit roten, nicht dreieckigen Rückstrahlern ausgerüstet sein, welche der Sichtbarkeitsbedingung des Artikels 42,2c entsprechen.

Ausserdem muss jedes Fahrrad am hinteren Kotflügel mit einem reflektierenden Streifen von gelber Farbe versehen sein, der eine Höhe von 10 cm und eine Breite von 3 cm hat.»

**Art. 9.** Der zweite Absatz des abgeänderten Artikels 45 ter des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955, wird durch folgenden Text ersetzt:

«Alle Leuchten mit gleichem Namen müssen von gleicher Farbe und von gleicher Beleuchtungsstärke sein. Die gleichnamigen Leuchten und Leuchtenpaare müssen in gleicher Höhe über dem Boden befestigt und symmetrisch auf einer senkrecht zur Längsachse des Fahrzeuges verlaufenden Fläche angebracht sein.»

**Art. 10.** Der vierte Absatz der Ziffer 3 des abgeänderten Artikels 54 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955, wird durch folgenden Text ersetzt:

«Die Einfüllöffnung des Kraftstoffbehälters darf sich nicht weniger als 50 cm von einer Türöffnung befinden, wenn der Behälter dazu bestimmt ist, Benzin zu enthalten, und nicht weniger als 25 cm wenn der Behälter dazu bestimmt ist, Dieselkraftstoff zu enthalten. Auf keinen Fall darf sich die Einfüllöffnung in dem Teil des Fahrzeuges befinden, der den Fahrgästen und dem Fahrer vorbehalten ist.»

**Art. 11.** Die Ziffer 3° des ersten Absatzes des abgeänderten Artikels 55 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955, wird durch folgenden Text ersetzt:

«3° nachts mit einem leicht sichtbaren, nicht blendenden grünen Licht, das oben in der Mitte der Windschutzscheibe des Fahrzeuges angebracht ist.

Handelt es sich um ein Taxi, kann dieses Licht durch eine nichtblendende Leuchttafel von grüner oder gelber Farbe, welche die Aufschrift «Taxi» trägt, ersetzt werden. Diese Leuchttafel muss einem vom Verkehrsminister genehmigten Modell entsprechen; sie muss auf dem Dach des Fahrzeuges angebracht sein und ihr unterster Rand muss sich weniger als 150 mm vom Dach des Fahrzeuges befinden.»

**Art. 12.** Die Buchstaben b) und c) der Ziffer 4 des ersten Absatzes des abgeänderten Artikels 70, des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 werden durch folgenden Text ersetzt:

«b) für Anhänger und Sattelanhänger, die in Ausführung der gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen betreffend den abwechselnden Gebrauch von mehreren Anhängern oder Sattel-

anhängern, der Befreiung von der Kraftfahrzeugsteuer unterliegen, ersetzt eine Steuerbescheinigung, die von einem Einnahmebüro der Steuerverwaltung ausgestellt ist, die Steuervignette, wenn die Bescheinigung zusammen mit der Vignette vorgezeigt wird, die sich auf einen Anhänger oder Sattelanhänger bezieht, für welchen die Steuer bezahlt wurde; in diesem Falle muss die Immatrikulationsnummer des Anhängers oder Sattelanhängers auf der Steuerbescheinigung eingeschrieben sein.

c) falls es sich um ein Fahrzeug handelt, welches der besonderen Steuerregelung unterliegt, die vorgesehen ist von den gesetzlichen und reglementarischen Bestimmungen, welche die Fahrzeugsteuer von verschiedenen Klassen von Fahrzeugen festsetzt, die notwendigerweise beschränkt gebraucht werden, muss der Blattausschnitt aus dem Kontrollheft, der für den Tag des Gebrauches des Fahrzeuges richtig ausgefüllt ist, sichtbar an der Windschutzscheibe, des Kraftfahrzeuges neben der Steuervignette angebracht werden.»

**Art. 13.** Der vierte Absatz des Paragraphen A des abgeänderten Artikels 73 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955, wird durch folgenden Texte ersetzt:

«Das Reinigen der Haut muss mit destilliertem Wasser oder mit einem Desinfektionsmittel, welches keine Auswirkung auf den Alkoholgehalt im Blut hat, ausgeführt werden.»

**Art. 14.** Der vorerwähnte grossherzogliche Beschluss vom 23. November 1955 wird durch einen Artikel 94 ter mit folgendem Wortlaut ergänzt :

«**Art. 94 ter.** Der Fahrzeugausweis für Kraftfahrzeuge, Anhänger, Sattelanhänger, Jahrmarktfahrzeuge und Wohnwagen, die nach dem 31. Juli 1980 zum ersten Mal im Grossherzogtum immatrikuliert werden oder nach diesem Datum den Besitzer wechseln, enthält folgende Angaben:

Grossherzogtum Luxemburg  
Transportministerium  
FAHRZEUGAUSWEIS

- (1) Immatrikulationsnummer ..... (A)
- (2) Datum der ersten Inbetriebnahme: ..... (B)
- Eigentümer oder Halter:
- (3) Name: ..... (C)
- (4) Vornamen: ..... (D)
- (5) Beruf : ..... (E)
- (6) Strasse und Nr.: ..... (E)
- (7) Wohnort: ..... (E)
- (8) Luxembourg, den .....

Unterschrift des Verkehrsministers  
oder seines Delegierten

- (9) Art des Fahrzeuges: . . . . .
- (10) Form des Wagenaufbaus: . . . . .
- (11) Erbauer (Fabrikmarke): . . . . . (F)
- (12) Typ/Modell: . . . . .
- (13) Fahrgestellnummer: . . . . .
- (14) Kraftstoff: . . . . . ; Bescheinigung für den Gasbehälter  
gültig bis zum: . . . . .
- (15) Leistung in kW (DIN); . . . . . ; Hubraum (ccm): . . . . .
- (16) Farbe: . . . . .
- (17) Zahl der Sitzplätze,                    Vorne                    Hinten                    Stehplätze  
einschliesslich Fahrersitz: . . . . .
- (18) Andere Sitzplätze: . . . . .
- (19) Aeussere                                    Länge                    Breite                    Höhe  
Ausmasse (mm): . . . . .
- (20) Eigengewicht (kg): . . . . . Höchstzulässiges Gesamtgewicht (kg) . . . . .
- (21) Höchstzulässiges Gesamt-                    Vorne                    Mitte                    Hinten  
gewicht pro Achse (kg): . . . . .
- (22) Beschränkung des höchstzulässigen                    mit Zugfahrzeug                    Immatr. Nr.  
Gesamtgewichtes (kg): . . . . .
- (23) Höchstzulässiges Gesamtgewicht des                    Zahl  
Aggregates von gekuppelten Fahrzeugen (kg) . . . . . der Achsen: . . . . .
- (24) Ausmasse der Bereifung: vorne: . . . . .  
Mitte und hinten: . . . . .
- (25) Bemerkungen: . . . . .

Der Fahrzeugausweis, der die in Artikel 62 unter h) bezeichneten Fahrzeugdeckt, bezeichnet ausserdem den normalen Wohnsitz des Besitzers oder Halters ausserhalb der Beneluxstaaten.»

**Art. 15.** Der sechste Absatz der Ziffer 2 des Kapitels II des abgeänderten Artikels 107 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 ist abgeschafft.

Die Bezugnahme auf das Verkehrszeichen B, 2aa (Halt vor der Kreuzung) des vierten und fünften Absatzes des abgeänderten Artikels 111 sowie der Paragraphen A, Absatz 2, 3<sup>o</sup> und B des abgeänderten Artikels 136 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 ist abgeschafft.

**Art. 16.** Die Ziffer «22. Umleitung» des Kapitels V des abgeänderten Artikels 107 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird abgeändert in «22a. Umleitung».

**Art. 17.** Das Kapitel V des abgeänderten Artikels 107 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955, wird ergänzt durch eine Nummer 22b, die die Verkehrszeichen E, 23a und E, 23b sowie den folgenden Text beinhaltet:

«22b. Wohnzone



E, 23a

Das Verkehrszeichen E, 23a zeigt die Stelle an, ab welcher die speziellen Verkehrsregeln der Wohnzone anwendbar sind.



E, 23b



Das Verkehrszeichen E, 23b zeigt die Stelle an, ab welcher die speziellen Verkehrsregeln der Wohnzone nicht mehr anwendbar sind.»

**Art. 18.** Das Kapitel V des abgeänderten Artikels 107, des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch eine Ziffer 22c ergänzt, die das Verkehrszeichen E, 24 und den folgenden Text beinhaltet:

«22c. Fussgängerunter – oder – überführung



E, 24

Das Verkehrszeichen E, 24 zeigt die Nähe einer Fussgängerunter – oder – überführung an. Das Zeichen kann der Ortslage angepasst werden.»

**Art. 19.** Das Kapitel VII des abgeänderten Artikels 107, des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch einen Buchstaben f) ergänzt, der den folgenden Text und die folgende Zusatztafel beinhaltet:

«f) Die Zusatztafel des Musters 5 zeigt an, dass das Verkehrszeichen, das sie ergänzt, nur anwendbar ist auf Fahrzeuge, deren höchstzulässiges Gesamtgewicht weniger oder ebensoviel wie das angegebene Gewicht beträgt. Die Symbole und das Gewicht können den Umständen angepasst werden.



Muster 5»

**Art. 20.** Der abgeänderte Artikel 116, des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch einen achten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«In den im vorliegenden Artikel vorgesehenen Fällen kann das Fahrzeug anhand einer vom Agenten angebrachten mechanischen Vorrichtung stillgestellt werden.»

**Art. 21.** Der zweite Absatz des Paragraphen B des abgeänderten Artikels 136 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955, wird durch folgenden Text ersetzt:

«Unter Beachtung der Vorschriften des nachstehenden Paragraphen D und der Vorfahrt, die gemäss der Signalisation, die unter d) der allgemeinen Bestimmungen betreffend die Verkehrszeichen A, 22, B, 1, B, 2a und B, 3 des Artikels 107 vorgesehen ist, geschaffen wird, unterliegt die im vorhergehenden Absatz aufgestellte Regel keiner Ausnahme».

**Art. 22.** Der abgeänderte Artikel 149 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955, wird durch folgenden Text ersetzt:

«Vom Beginn der Abenddämmerung bis zur Morgendämmerung sowie am Tage, wenn insbesondere die Witterung es erfordert, müssen Fahrräder mit Hilfsmotor und Fahrräder, die in Bewegung sind,

vorne mit einer einzigen Lampe mit weissem oder gelbem Licht, hinten mit einer von hinten sichtbaren Schlussleuchte mit rotem Licht und einem roten Rückstrahler, der den im Artikel 43 bis vorgesehenen Bestimmungen entspricht, beleuchtet sein.

Wenn die vordere Leuchte eine Blendung verursacht, muss sie mit einer Vorrichtung versehen sein, die es erlaubt die Blendung zu beseitigen. Das Benutzen der Vorrichtung geschieht gemäss den im vorstehenden Artikel 144 festgehaltenen Regeln.

Die rote Nebelschlussleuchte, die im Artikel 43 bis vorgesehen ist, darf nur im Falle dichten Nebels, wenn die Sicht weniger als 50 m beträgt, und gleichzeitig mit den Schlussleuchten gebraucht werden.»

**Art. 23.** Der abgeänderte Artikel 157, des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Art 157.** Es ist den Führern von Autobussen untersagt, an anderen als als Haltestellen gekennzeichneten Stellen, Reisende ein – oder aussteigen zu lassen.»

**Art. 24.** Der erste Absatz des abgeänderten Artikels 158, des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955, wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Art 158.** Die auf Schienen fahrenden Fahrzeuge, mit Ausnahme derjenigen der Nationalen Gesellschaft der luxemburgischen Eisenbahnen, die auf der öffentlichen Strasse verkehren oder diese auf gleicher Ebene überqueren, müssen mit der im Artikel 28 vorgesehenen Vorrichtung versehen sein. Ihre Fahrer müssen die Vorschriften der vorstehenden Artikel 112, 136, 137, 139 und 140 befolgen.»

**Art. 25.** Der Artikel 159 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955, wird durch folgenden Text ersetzt:

«**Art. 159.** Unbeschadet der Vorschriften betreffend den Eisenbahnbetrieb, ist es den Verkehrsteilnehmern untersagt, sich von einem Schienenfahrzeug ziehen oder schleppen zu lassen.

Das Ein – und Aussteigen ist vor dem vollständigen Halten des Autobusses, und an anderen als als Haltestellen gekennzeichneten Stellen verboten.»

**Art. 26.** Der erste Absatz des abgeänderten Artikels 162 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955 wird durch eine Ziffer 11° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«11° An Stellen, wo Fussgängerunter – oder – überführungen eingerichtet sind, dürfen sie die Strasse nicht auf gleicher Ebene überqueren, ausser wenn sie sich mehr als 50 m von einer solchen Einrichtung entfernt befinden.»

**Art. 27.** Der zweite Absatz des Artikels 162 des vorerwähnten grossherzoglichen Beschlusses vom 23. November 1955, wird durch einen Buchstaben f) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«f) in den Wohnzonen.»

**Art. 28.** Der vorerwähnte grossherzogliche Beschluss vom 23. November 1955 wird durch einen neuen Artikel 162 ter mit folgendem Wortlaut ergänzt:

«**Art. 162 ter.** In Wohnzonen sind folgende Regeln anwendbar:

- die Fussgänger können die ganze Breite der öffentlichen Strasse benutzen;
- die Fussgänger dürfen nicht grundlos den Verkehr der anderen Strassenbenutzer hemmen;
- die Fahrer dürfen die Fussgänger weder gefährden noch behindern und müssen, wenn erforderlich, anhalten;
- sogar ohne spezielle Signalisation ist die Geschwindigkeit auf 20 km/h beschränkt;
- das Stationieren der Fahrzeuge ist verboten, ausser an den Stellen die speziell mit Fahrbahnmarkierungen gekennzeichnet sind.»

**Art. 29.** Unser Verkehrsminister, Unser Justizminister, Unser Minister der Oeffentlichen Macht und der Gesundheit und Unser Finanzminister sind, jeder soweit es ihn betrifft, mit der Ausführung des vorliegenden Reglementes beauftragt, das im Memorial veröffentlicht wird.

Cabasson, den 26. Juli 1980

**Jean**

*Der Verkehrsminister,*

**Josy Barthel**

*Der Justizminister,*

**Gaston Thorn**

*Der Minister der Oeffentlichen Macht  
und der Gesundheit,*

**Emile Krieps**

*Der Finanzminister,*

**Jacques Santer**

\_\_\_\_\_